

Bruxelles



Une vidéo YouTube du « fake » média EU Today. © D.R.

pour une série d'autres sites de la galaxie « Indian Chronicles » épinglée par EU DisinfoLab.

Le site sert aussi de « couverture » pour l'organisation d'événements. Comme cette pseudo-conférence organisée le 29 janvier 2020 à l'université de Toronto sur « la présence croissante des Frères musulmans ». La majeure partie des 70 intervenants mentionnés dans les résumés de l'événement n'existent pas. L'un d'eux fait maladroitement référence à des événements qui ont eu lieu des semaines après la conférence. Deux des quatre professeurs invités, que DisinfoLab a réussi à joindre, nient avoir jamais participé à ces conférences. En attendant, glisse l'ONG, l'Iffras a pu remplir son rôle : crédibiliser du faux contenu prêt à être copié-collé sur le site de l'ANI et repris par d'autres médias indiens.

Experts fantômes

Au rayon farfelu, le rapport épingle encore un autre think tank : le Poreg, soit le Policy Research Group, cité 120 fois par l'ANI. Trois nouveaux contributeurs auraient rejoint cette plateforme. UE DisinfoLab n'a retrouvé aucune trace d'eux. Nulle part. Sauf dans leur « biographie risible » présentée sur le site du Poreg. Comment « ces fans de James Bond, joueurs de basket-ball et consultants en gestion sont-ils devenus des experts géopolitiques, cités par ANI à plusieurs reprises sur des sujets tels que les doctrines de l'armée pakistanaise et la diplomatie chinoise ? », s'interroge cyniquement l'ONG. Contacté par « Forbidden Stories », un représentant de Poreg affirme n'avoir « personnellement rencontré aucun de ces auteurs (ni beaucoup d'autres) de Poreg ». Ajoutant n'avoir « aucune raison de douter qu'il s'agisse d'hommes ou de fantômes ». Il confirme également qu'ANI leur « offre une couverture ».

Le mystérieux financement de SADF

Le think tank d'un ancien eurodéputé

XAVIER COUNASSE

Un eurodéputé sortant, une ONG au nom angélique et au financement opaque, un Etat qui cherche à se refaire une réputation. Il n'y a pas que le Qatargate qui réunit ces ingrédients dans un même cocktail. Dans le cadre de l'enquête « Story Killers » pilotée par « Forbidden Stories », une entité a retenu l'attention de *Knack* et du *Soir*, les partenaires belges de ce consortium. Son petit nom : SADF, pour South Asia Democratic Forum. Une association sans but lucratif créée le 3 février 2011 à Bruxelles, animée des plus saines intentions. « L'ASBL a pour objectif primordial de rassembler des individus et des institutions privées et publiques de l'Asie du Sud avec des individus et des institutions privées et publiques de l'Union européenne », peut-on lire dans ses statuts. Elle « cherchera à promouvoir la justice, la paix et la sécurité au sein d'alliances internationales. Les plus hautes normes d'intégrité et d'éthique sont fixées comme priorités ».

A sa tête, un certain Paulo Casaca (65 ans), qui fut député européen de 1999 à 2009 pour le compte du Portugal. « Fin 2010, je n'avais plus un franc en poche. Je suis rentré en Belgique en tant que migrant. J'ai même dû demander de l'argent à ma mère pour survivre. Puis en février 2011, SADF a été mis en place. C'est ça qui m'a permis de vivre », explique l'intéressé.

Sur papier, son South Asia Democratic Forum a l'air on ne peut plus sérieux. Ce think tank a de nombreuses publications à son actif, un conseil scientifique composé de 19 membres parfois issus de prestigieuses universités... sauf que la structure est en réalité minuscule. Le conseil des sages censé piloter l'association ne s'est plus réuni (même en visio) depuis la crise sanitaire. Les bureaux sont quasi vides. Et l'association ne comporte en fait que trois membres : M. Casaca, sa fille et une autre ASBL dirigée par... M. Casaca lui-même. Aux côtés du tandem père/fille, un seul chercheur (le Dr Wolf) travaille pour cette organisation.

Une première secousse

« Nous sommes beaucoup plus petits aujourd'hui que par le passé », explique Paulo Casaca à notre confrère de *Knack*, qui lui a rendu une petite visite. La vie du SADF a été chamboulée en décembre 2020, suite à la publication d'un rapport de EU DisinfoLab, une organisation qui fait la chasse aux campagnes sophistiquées de désinformation. L'analyse démontre, arguments à l'appui, que le SADF fait partie d'un « réseau coordonné d'ONG qui promeuvent les intérêts indiens et critiquent le Pakistan de manière répétée ». Le tout orchestré par le groupe Srivastava, un obscur consortium indien qui a fait de la désinformation l'un de ses fonds de commerce (lire ci-contre).

Une dizaine de scientifiques faisant partie du *board* et de chercheurs décident alors de claquer la porte du SADF. Ceux avec qui *Le Soir* a pu entrer en contact estiment « être tombés dans un piège » ou avoir « travaillé malgré eux en faveur d'un lobby pro-Inde ». Tous ignoraient les liens de SADF avec le groupe Srivastava. Ces liens sont pourtant manifestes. Le South Asia Democratic Forum était initialement logé

à la même adresse que les entités créées par la famille Srivastava. Le nom de domaine « sadf.eu » a été enregistré avec une adresse mail qui a servi à enregistrer une série d'autres entités liées au groupe. Paulo Casaca apparaît de manière ponctuelle sur les faux sites d'information mis sur pied par le groupe Srivastava (pour y attaquer, notamment, le Pakistan). Tout comme deux eurodéputés italiens... à qui SADF a offert un voyage au Bangladesh en novembre 2018.

Si les travaux du SADF n'ont pas la moindre répercussion en Belgique, ils ont plus d'écho en Inde, où l'agence de presse ANI - soupçonnée d'être au cœur d'un réseau de désinformation - y fait volontiers référence. On trouve plus de 50 occurrences de ce think tank, totalement méconnu ici, dans les publications de l'agence indienne, qui sont ensuite répercutées par les médias locaux.

« J'ai des relations, mais je ne fais partie d'aucun réseau », conteste Paulo Casaca. « Et je ne suis ni contre le Pakistan, ni contre aucun pays. » Il ne nie pas que l'Inde est un « important partenaire » pour lui. Et qu'il a bien bénéficié de l'aide de la famille Srivastava lors de la création de son ASBL. « J'ai eu le soutien de M^{me} Pramila Srivastava, oui. Elle était là. Elle m'a donné sa bénédiction. Elle nous a apporté beaucoup de soutien. Un soutien général de bonne réputation. Je pense qu'elle était l'une des personnes importantes pour nous permettre d'obtenir les contributions de plusieurs entreprises au lancement de notre organisation », reprend l'ex-eurodéputé.

Des millions tombés du ciel

Le financement, parlons-en. *Knack* et *Le Soir* ont pu obtenir copie des comptes de l'ASBL. Et la microstructure brasse en réalité pas mal d'argent. De 2011 à 2022, près de 2,4 millions sont entrés dans les caisses du think tank, majoritairement sous la forme de donations et subventions. Le détail de l'ensemble des donateurs n'est pas connu, mais certains ont pu être identifiés. Une ASBL luxembourgeoise baptisée European Foundation for International Development, par exemple, et la société anglaise Euro Corporation Ltd. Deux entités dont les bénéficiaires réels sont introuvables, mais qui ont pour point commun d'avoir le même entrepreneur... indien parmi leurs administrateurs (qui n'a pas donné suite à nos sollicitations). Apparaissent également, parmi les sources de financement, Transworld Partners Ltd et Procaddsoft Limited, deux sociétés qui semblent basées à Hong Kong. L'Otan aurait également versé un peu plus de 14.000 euros à SADF. L'organisation n'a pas donné suite à nos demandes d'explication.

« Nous sommes indépendants. Il n'existe aucun financement direct par le groupe Srivastava », assure Paulo Casaca. Mais alors, qui se cache derrière ces obscures sociétés sponsorisant les activités du Forum ? Mystère. M. Casaca refuse de fournir des explications détaillées sur ce point. Et ce n'est pas faute de lui avoir posé la question à de multiples reprises. Il prétend « ne pas connaître » les bénéficiaires des entités précitées. Le seul élément que l'on parviendra à lui soutirer : « Je suis certain qu'il y a des connexions avec l'Inde. C'est mon feeling. Mais je ne peux pas les quantifier. »

CANCER DU SEIN

Davantage de tests permettant d'indiquer si une chimiothérapie est nécessaire

Depuis le 1^{er} janvier, le remboursement de ces tests génétiques spécifiques a été étendu pour permettre à plus de mille femmes supplémentaires atteintes d'un cancer du sein à un stade précoce d'éviter des traitements lourds et inutiles.

SANDRA DURIEUX

C'est une illustration parfaite du concept de « médecine de précision » dans lequel notre pays tend à s'inscrire de plus en plus. Le principe est simple : on adapte de manière plus fine le traitement à la pathologie de la personne en la déterminant de façon plus précise en amont. Et c'est exactement à cela que servent les tests de profilage d'expression génique (dits GEP) : définir le profil génétique du cancer du sein d'une patiente et ainsi déterminer si une chimiothérapie est réellement indiquée dans son cas.

Tout d'abord, il est important de préciser que ces tests GEP ne sont pas nécessaires pour tous les cancers du sein. En effet, dans la grande majorité des cas, des critères cliniques, biologiques ou pathologiques ainsi que l'âge du patient, la taille de la tumeur et ses caractéristiques suffisent au médecin pour comprendre à quel type de maladie il a à faire et quel traitement choisir. « Mais parfois, ce choix n'est pas si évident », explique Véronique Le Ray, la directrice médicale de la Fondation contre le cancer. « Souvent, dans ce cas, la chimiothérapie était ajoutée au traitement pour éviter tout risque, même si l'impact sur la qualité de vie de la patiente est souvent important. Désormais, on peut ajouter le test de profilage génétique qui permet d'éviter des traitements lourds et inutiles. »

Remboursement

Lors d'un projet pilote mené par l'Inami entre 2019 et 2022, il a été démontré que ces tests GEP avaient pu éviter une chimiothérapie à 40 % des personnes qui avaient été testées. L'efficacité du système a poussé le ministre fédéral de la Santé, Frank Vandebroucke, à rembourser un plus grand nombre de tests par an pour les femmes atteintes d'un cancer du sein à un stade précoce (10.000 cas par an). Environ 13 % en bénéficiaient jusqu'ici, elles seront 25 % désormais à y accéder, couvrant une grande partie des besoins. « Savoir quelle patiente tire un réel bénéfice de la chimiothérapie, et quelle patiente pourrait s'en passer, est crucial », estime Frank Vandebroucke. « Celle-ci peut en effet avoir de lourds effets secondaires nécessitant des hospitalisations supplémentaires et parfois même une invalidité à long terme. »

Dans les faits, c'est le médecin œuvrant dans une clinique du sein agréée qui pourra faire appel à ce profilage, qui couvrira un millier de patientes supplémentaires. « Cette décision nous ravit, et pour cause : les tests GEP faisaient partie des dix priorités que nous souhaitions défendre en 2022 », explique Tiffany Bulteau, porte-parole de l'association Think Pink. « Il s'agit en effet d'une avancée importante pour le bien-être des personnes touchées par la maladie afin qu'elles puissent bénéficier d'une meilleure qualité de vie pendant cette période compliquée. » La mesure fait partie d'un plan plus large visant à améliorer le bien-être des patients atteints d'un cancer durant leur prise en charge. Ainsi, dernièrement, ce sont les remboursements des traitements de refroidissement du cuir chevelu, des mains et des pieds durant la chimiothérapie qui ont été octroyés. Ils évitent, dans bon nombre de cas, la chute des cheveux et une dégradation des ongles qui sont parfois un frein à une vie sociale épanouie et nécessaire pendant le parcours de soins.